

Montréal, le 21 février 2024

PAR COURRIEL

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0A2
justin.trudeau@parl.gc.ca

Objet : Annulation de la suspension du financement à l'UNRWA

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom du Centre international de solidarité ouvrière et de ses membres, plus de soixante-cinq syndicats représentant plus de 1,6 millions de personnes travailleuses et travailleurs au Québec, nous tenons à vous faire part de nos grandes inquiétudes quant à l'annonce récente du gouvernement du Canada de suspendre le financement à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). L'Office étant le premier organisme humanitaire pour les réfugiés de Gaza et d'ailleurs dans cette région, nous vous demandons, afin d'assurer la sécurité de millions de Palestiniennes et de Palestiniens, de renverser votre décision.

L'UNRWA est un organisme d'aide irremplaçable dont dépendent des millions de personnes depuis plus de sept décennies. En tant que l'un des plus grands pays donateurs, il serait particulièrement cruel pour le Canada de couper les vivres à cette organisation essentielle, surtout en pleine crise humanitaire causée par le bombardement incessant des forces israéliennes à Gaza. Bien que votre gouvernement ait annoncé le financement d'autres organismes humanitaires dans l'intérim, il ne s'agit là que d'une demi-mesure qui n'atténuera en rien les effets dévastateurs de la suspension du financement du travail qu'accomplit l'UNRWA. L'UNRWA demeure la seule organisation étant en mesure de couvrir les besoins sociaux et humanitaires à grande échelle sur l'ensemble de ce territoire.

Quant au motif même de la suspension, soit les allégations selon lesquelles des membres du personnel auraient été impliqués dans les attaques du 7 octobre, il est important de souligner que l'UNRWA a enquêté avec célérité. De plus, comme on parle ici d'une douzaine de personnes sur un effectif de 30 000, la réaction du Canada nous semble démesurée, d'autant plus qu'elle a été prise en toute hâte, sans aucune preuve des allégations d'Israël et avant que l'enquête en cours n'ait abouti.

Qui plus est, des organismes humanitaires ont émis une mise en garde contre la suspension du financement à l'Office. Selon elles, une telle mesure ne ferait qu'aggraver la situation à Gaza, compte tenu de son travail indispensable dans la région. En effet, dans une déclaration signée par une vingtaine d'ONG internationales, ces dernières se disent « choquées par la décision imprudente de couper une bouée de sauvetage à une population entière par certains des mêmes pays qui avaient demandé à ce que l'acheminement de l'aide à Gaza soit renforcé et que les humanitaires soient protégés dans l'exercice de leur travail ». Soulignons que plus de cent-cinquante (150) travailleuses et travailleurs humanitaires de l'UNRWA ont péri dans les attaques des forces israéliennes.

Nous voulons également attirer votre attention sur les conséquences plus vastes de votre décision, dans le contexte où Israël est sous examen devant la Cour internationale de justice de l'ONU, qui a conclu à des risques plausibles de génocide, en vertu d'une convention que le Canada a lui-même ratifiée et qu'il a la responsabilité de faire respecter en droit international. L'organisme Médecins sans frontière a ainsi déclaré que « les conséquences sur place de ces coupes budgétaires vont à l'encontre des mesures provisoires émises le vendredi 26 janvier par la Cour internationale de justice. Celles-ci comprennent notamment des mesures immédiates pour garantir l'acheminement d'une assistance humanitaire suffisante dans la bande de Gaza ».

Faute de fonds, l'Office devra fort probablement cesser toutes ses activités d'ici la fin du mois. C'est pourquoi nous vous exhortons à travailler de concert avec les autres grands pays donateurs, afin de remédier à la situation dans les plus brefs délais. Encore une fois, nous demandons au gouvernement du Canada d'infirmier la décision de suspendre le financement à l'UNRWA jusqu'à ce que l'ONU ait terminé son enquête, afin que la population palestinienne puisse continuer à recevoir l'aide dont elle a cruellement besoin, afin d'éviter la famine et les épidémies, de soigner les blessés et les malades, de survivre.

En espérant que vous donnerez rapidement suite à notre demande, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier Ministre, nos plus sincères salutations.

Luc Allaire, président du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Magali Picard, présidente, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Caroline Senneville, présidente, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Françoise Ramel, vice-présidente responsable du secteur sociopolitique et solidarité, Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ)

Youri Blanchet, président, Fédération de l'enseignement collégial (FEC-CSQ)

Frédéric Brisson, vice-président régional Québec, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Daniel Cloutier, directeur québécois, Unifor

Dominique Daigneault, présidente, Conseil central Montréal métropolitain – CSN

Christian Guillemette, 1^{er} vice-président, SCCCUQAR, FNEEQ-CSN

Alfonso Ibarra Ramirez, président, Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CCSNO-CSN)

Vincent Leclair, secrétaire général, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)

Dominic Lemieux, directeur québécois, Syndicat des Métallos

Caroline Quesnel, présidente, Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)

C. c. : L'honorable M. Joly, ministre des Affaires étrangères
L'honorable A. Hussen, ministre du Développement international
Monsieur F. Legault, Premier ministre du Québec
Madame Martine Biron, ministre des Relations internationales et de la Francophonie
Monsieur J. Singh, chef du NPD
Madame H. McPherson, députée et porte-parole du NPD, Affaires étrangères
Monsieur Y.-F. Blanchette, chef du Bloc québécois
Monsieur S. Bergeron, porte-parole du Bloc québécois, Affaires étrangères et Développement international
Madame Elisabeth May, chef Parti vert
Monsieur J. Pedneault, chef adjoint et porte-parole Parti vert, Affaires étrangères
Monsieur B. Rae, ambassadeur et représentant permanent auprès des Nations unies à New York